

Monarchie républicaine

Editoriale du monde

Le débat sur la santé de Jacques Chirac met en lumière les fragilités de nos institutions. Avec la Constitution de 1958, la Ve République a mis en place un chef de l'Etat omnipotent et sans réel contre-pouvoir.

Que le président de la République tombe malade, comme on l'a vu avec Georges Pompidou et François Mitterrand, ou qu'il ait un accident de santé, comme M. Chirac, et la situation devient baroque. Mercredi 7 septembre, Dominique de Villepin, qui présidait exceptionnellement le conseil des ministres, a assuré aux membres du gouvernement que M. Chirac était "en très bonne forme". S'il en est ainsi, pourquoi est-il toujours hospitalisé au Val-de- Grâce sous cet étrange régime de la loi du silence ?

Le socialiste Arnaud Montebourg tire de l'accident de santé de M. Chirac des conclusions logiques : "Le système de la Ve République, observe le député de Saône-et-Loire, fait reposer sur un homme seul tous les pouvoirs. Une faille personnelle retombe sur tout le système."

Cet événement valide partiellement la thèse de François Bayrou, président de l'UDF, qui assimile le chef de l'Etat à un "monarque d'Ancien Régime", en ce sens que, comme avant la Révolution, le corps du roi est un sujet dont on ne parle pas.

Dans l'immédiat, et à dix-neuf mois de l'élection présidentielle de 2007, l'hospitalisation de M. Chirac va contribuer à relancer salutairement le débat sur la réforme des institutions. A droite, Nicolas Sarkozy avait le premier, en novembre 2003, alors qu'il était ministre de l'intérieur mais ne présidait pas encore l'UMP, osé désacraliser la fonction présidentielle en prônant une limitation à deux mandats de cinq ans de l'exercice du pouvoir présidentiel. "Quand le mandat est illimité, on a comme volonté celle de durer", avait-il expliqué. La garde rapprochée de M. Chirac avait fustigé le provocateur, mais M. Sarkozy a tenu bon.

A gauche, les propositions foisonnent. Dans son livre *La Constitution de la 6e République*, écrit avec Bastien François, professeur de sciences politiques, M. Montebourg, qui ne conteste plus l'élection du président de la République au suffrage universel, préconise l'instauration d'un mandat de sept ans non renouvelable.

Dans son livre *Changer*, Jack Lang, qui a lui aussi évolué, se fait l'avocat d'une "véritable rupture politique" en réclamant une "démocratie présidentielle". Dans le système imaginé par l'ancien ministre de la culture, le premier ministre serait supprimé et le chef de l'exécutif, élu pour quatre ans, serait responsable devant l'Assemblée nationale.

Faut-il aménager la Ve République en tentant de renforcer les pouvoirs d'un Parlement en situation d'"humiliation permanente", à en croire M. Bayrou, ou basculer, en changeant de Constitution, dans une VIe République ? La question est trop importante pour être traitée à la va-vite. Elle nécessite un grand débat, à droite comme à gauche, avant les échéances de 2007. Mais d'ores et déjà le statu quo institutionnel n'est plus tenable. Il faut moderniser la République.